Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes du Togo, notamment ses articles 2 et 196 ;

Sur proposition conjointe du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications et du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I.

Généralité

Article premier — Le territoire du Port franc de Lomé est exclu du territoire douanier.

La frontière du Port franc sera fixée par décret.

Art. 2 — Le Port franc de Lomé est ouvert à la manutention et à l'emmagasinage des marchandises pour le commerce extérieur.

Art. 3 — Dans le Port franc les règlements de code des douanes ne sont pas en vigueur, pour autant que ces règlements ne concernent que des marchandises situées dans le territoire douanier.

CHAPITRE II

Importation et exportation par le Port franc de Lomé

Art. 4 — Les marchandises introduites dans le Port franc ne peuvent le quitter que :

a) pour être importées dans la République togolaise — à l'exception des marchandises prohibées ;

b) pour être exportées en passant par les eaux territoriales qui font partie du territoire douanier.

Art. 5 — L'importation des marchandises du Port franc dans le territoire douanier ne doit être autorisée qu'après accomplissement des formalités des douanes.

Art. 6 — Les marchandises destinées à l'exportation ne peuvent quitter le territoire du Port franc qu'après avoir acquitté les droits et taxes exigibles.

Art. 7 — Les marchandises en transit sont exemptes de droits, taxes et prohibitions.

CHAPITRE III

Trafic maritime

Art. 8 — Les mouvements des navires de la mer au Port franc et du Port franc à la mer s'effectuent sur le territoire douanier. Ces mouvements ne sont sujets à aucune restriction douanière.

Art. 9 — Il n'existe aucune formalité douanière pour les navires qui se trouvent dans le Port franc.

CHAPITRE IV

Postes avancés de dédouanement dans le Port franc

Art. 10 — Pour des raisons de sécurité douanière et dans l'intérêt d'un trafic normal des marchandises importées et exportées, on placera un poste avancé de dédouanement au quai du Port franc. Ce poste avancé de dédouanement bien que situé sur le territoire du

Port franc est considéré comme territoire douanier dès que les agents de douane y exécutent leurs opérations administratives. Ceci est également valable pour les voies de communications avec le territoire douanier pour autant que les marchandises destinées à l'importation et à l'exportation soient transportées sur ces voies.

Art. 11 — En cas de besoin, la direction des douanes, en accord avec le Port Autonome de Lomé, peut installer d'autres postes avancés de dédouanement.

CHAPITRE V

Particularités pour le Port Autonome de Lomé

Art. 12 — Le Port Autonome de Lomé est un établissement public, à caractère industriel et commercial.

Le matériel technique nécessaire au fonctionnement du Port Autonome sera admis en franchise du droit fiscal d'entrée et de la taxe forfaitaire, représentative de la taxe sur les transactions.

Art. 13 — Le personnel du Port Autonome de Lomé est soumis à l'imposition normale conformément à la loi.

CHAPITRE VI

Souveraineté douanière dans le Port franc

Art. 14 — En ce qui concerne son régime douanier, le territoire du Port franc n'est pas assimilé aux pays étrangers. La souveraineté douanière existe dans un cadre limité à l'intérieur du Port franc.

Art. 15 — Les règlements particuliers, en vigueur dans le Port franc, seront fixés par un décret. Les interdictions, restrictions et les mesures de sécurité prévues par ce décret sont soumises à la surveillance de l'administration des douanes.

Art. 16 — Le ministre des finances et de l'économie et le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 avril 1968

Gal. E. Eyadéma

DECRET N° 68-76 du 11-4-68 fixant la frontière du Port franc de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé ;

Vu le décret n° 68-75 du 11 avril 1968 fixant le cadre du régime douanier du Port franc de Lomé ;

Sur proposition conjointe du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications et du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le Port franc est limité du côté terrestre par la clôture douanière. A l'entrée principale, la clôture douanière est remplacée par un marquage spécial sur la route laissant ainsi en dehors de l'enceinte du Port le poste de contrôle douanier.

Art. 2 — Du côté de la mer, le Port franc est limité par la façade interne de la jetée principale et une ligne imaginaire reliant la tête de cette jetée à l'extrémité est de la clôture douanière.

Art. 3 — La frontière du Port franc pourra être modifiée par décret lorsque les circonstances l'exigeront.

Art. 4 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 avril 1968

Gal. E. Eyadéma

DECRET N° 68-77 du 11-4-68 portant approbation du plan comptable du Port Autonome de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé, notamment son article 21 ;

Sur proposition conjointe du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications et du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Est approuvé le plan comptable du Port Autonome de Lomé.

Art. 2 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 avril 1968

Gal. E. Eyadéma

DECRET N° 68-78 du 19-4-68 portant détermination de la circonscription du Port.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé, notamment son article 3 ;

Sur proposition conjointe du ministre des travaux publics et du ministre des finances,

DECRETE :

Article premier — La circonscription du Port comprend les terrain et surface d'eau définis dans les articles suivants :

Art. 2 — Le terrain de la circonscription du Port a pour limites :

— au nord, l'ancienne ligne du chemin de fer Lomé-Anécho, du P.K. 6.700 au P.K. 10.700 —

— au sud, l'ancienne route Lomé-Anécho, du P.K. 8 au P.K. 12.500 —

— à l'est, la droite joignant le P.K. 12.500 de la route Lomé-Anécho au P.K. 10.700 de la ligne du chemin de fer Lomé-Anécho —

— à l'ouest, la route joignant celle Lomé-Anécho du P.K. 8 à la gare d'Akodessewa.

Art. 3 — La surface d'eau de la circonscription du Port est celle comprise dans le triangle ayant pour limites :

— au nord, le rivage de la mer —

— au sud-ouest, l'axe rectiligne de la partie littorale du môle principal —

— au sud-est, le relèvement vrai de 30° de la gare de Baguida.

Art. 4 — Le ministre des finances et de l'économie et le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 avril 1968

Gal. E. Eyadéma

DECRET N° 68-88 du 24-4-68 autorisant la commercialisation des cafés triages et brisures de la campagne 1967-68.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 67-238 du 1^{er} décembre 1967 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 1967-68 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La commercialisation des cafés triages et brisures de la récolte 1967-68 est autorisée pour compter du 22 avril 1968.

Art. 2 — Le prix d'achat au producteur desdits cafés est fixé à trente cinq francs (35) cfa le kilogramme en tous points de traite.